

LES DIPLOMATIES DU BÉTON ET DU CHEQUIER DANS LA PROJECTION AFRICAINE DE LA CHINE

Fabrice Onana Ntsa

Université de Yaoundé I.

onanafabrice38@yahoo.fr.

Résumé

Le déploiement chinois en Afrique pendant les soixante dernières années est un champ fertile d'enseignements et de leçons. Durant cette période, les communistes chinois ont matérialisé leur présence sur les plans politique, économique et socioculturel. La multiplicité et la régularité de la construction des infrastructures économiques et sociales, couplées à l'octroi ininterrompu de colossales sommes d'argent commandent la prise en compte des diplomaties du Béton et du Chéquier, usitées par l'Empire du Milieu. La présente étude se penche sur la politique africaine de la Chine pour y mettre en exergue cet art diplomatique chinois qui a construit et continue de construire l'Afrique. Sur la base d'une analyse documentaire et au regard des faits de coopération Chine-Afrique, ce travail affirme que, ayant un fondement marxiste profond, les diplomaties du Béton et du Portefeuille sont un élément essentiel de la diplomatie chinoise en Afrique et celles-ci ont, dès le départ, considérablement bâti l'Afrique indépendante.

Mots clés : *diplomatie du Béton, diplomatie du Chéquier, Chine, Afrique*

Summary

The Chinese deployment in Africa during the last sixty years is a fertile field of lessons. During this period, the Chinese Communists materialized their presence on the political, economic and socio-cultural levels. The multiplicity and regularity of the construction of economic and social infrastructure, coupled with the uninterrupted granting of colossal sums of money, require consideration of the Concrete and Checkbook diplomacy, used by the Middle Empire. The present study examines China's African policy to highlight this Chinese diplomatic art. Based on a documentary analysis and with regard to the facts of China-Africa cooperation, this work asserts that, having a deep Marxist foundation, Concrete and Portfolio diplomacy is an essential element of Chinese diplomacy in Africa and those of China. These have, from the start, considerably built an independent Africa.

Keywords: *Concrete diplomacy, Checkbook diplomacy, China, Africa*

Introduction

La politique Africaine de la Chine tire ses origines de la conférence afro-asiatique de Bandung tenue en 1955. Elle permit aux communistes rouges de Pékin de préciser et d'exposer les grandes lignes de la diplomatie qu'ils entendaient mener avec l'Afrique. Zhou Enlai, Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères se chargea de présenter les piliers de cette Politique, basée sur les principes de la coexistence pacifique. A l'observation, cette politique étrangère donne à voir une quantité impressionnante de béton tourné dans la construction de nombreuses infrastructures et une valeur déconcertante des sommes déboursées par l'Empire du Milieu pour le berceau de l'humanité soit sous forme d'aide, soit sous forme de prêt. C'est cela que nous appelons les diplomaties du Béton et du Chéquier ou du portefeuille. Une pratique diplomatique par laquelle la Chine populaire n'a eu de cesse d'élever des infrastructures économiques et sociales en Afrique, et de délier son portefeuille chaque fois qu'elle le peut, pour marquer sa présence aux cotés des Etats africains. En d'autres termes, dans son projet africain dès le berceau jusqu'aujourd'hui et en accord avec l'internationalisme prolétarien, la République Populaire de Chine a accordé une attention particulière à l'avènement d'une Afrique détachée des maîtres coloniaux d'hier. Elle s'est alors attelée elle-même à soutenir l'édification des infrastructures socio-économiques dans les quatre coins du continent et n'a pas hésité à octroyer des prêts et des dons liquides aux dirigeants africains dans le même esprit. Cet article porte donc sur un art diplomatique affectionné par l'Empire du Milieu, explicable et expliqué qui soutint et soutient encore considérablement la construction de l'Afrique actuelle. La méthode dans le domaine de la recherche étant l'ensemble des opérations intellectuelles par lesquelles une discipline cherche à atteindre les vérités qu'elle poursuit, les démontre, les vérifie, nous avons privilégié dans cette réflexion, l'analyse documentaire propre à la méthode qualitative en sciences sociales et humaines. Ainsi, après avoir présenté les fondements de ces diplomaties du Béton et du Chéquier chinoises, ce travail ambitionne, faisant recours à l'analyse fonctionnaliste et systémique, présenter leurs faits marquants aussi bien pendant l'alliance stratégique sino-africaine que durant le partenariat économique.

I- Les fondements des diplomaties du Béton et du Chéquier chinois

La diplomatie du Béton renvoi à l'édification des infrastructures à caractère économique et social tandis que celle du Chéquier ou du Portefeuille désigne les liquidités en provenance de la Chine, qui rallient l'Afrique depuis 1960 dans le cadre de la relation qui lie les deux espaces. Maillon essentiel de la politique étrangère de la Chine en Afrique, ces pratiques diplomatiques ont deux principaux fondements à savoir la situation socio-économique de l'Afrique aux aurores des indépendances et les postulats du maoïsme.

1- L'écœurante situation socio-économique des Etats africains post-indépendants : le témoignage d'un espace à bâtir

La sortie du labyrinthe de la colonisation plongeait les africains dans un tout autre gênant et lassant : celui du retard économique-matériel. En clair, l'émancipation des peuples africains les basculaient donc dans un défi de construction urgent. Urgent parce qu'une indépendance ne peut être qu'une que si elle est vraie, totale et savoureuse. Les besoins aliénants en routes, ponts, aéroports, ports, adductions d'eau, et autres infrastructures limitaient la saveur et exposaient les nouveaux Etats à toute influence. Et celle occidentale sonnait ici clairement comme un statut quo. Cela était inconcevable pour de nombreux esprits à travers le monde et plus encore pour la nouvelle Chine marxiste-léniniste conduite par Mao Tsé Toung. L'Afrique était à construire et demandait qu'on la construise. L'anti-impérialisme chinois était irrité à l'idée que le continent noir soit justement reconstruit par les anciennes puissances colonialo-hégémoniques occidentales.

2- Les postulats du maoïsme

Depuis 1949, la Chine Populaire ne s'est vraiment pas départie de l'idéologie de Mao Tsé Toung. Le Maoïsme est la « Pensée Mao Tsé Toung », considérée comme l'application en Chine du marxisme-léninisme. Deux grandes lignes apparaissent dans la lecture du maoïsme

et permettent de comprendre davantage l'opportunité et l'utilité des diplomaties du Béton et du Chéquier pour les communistes de Pékin.

Le premier élément du Maoïsme est la lutte des classes. Héritier de Karl Marx à ce sujet précisément, Mao était certain que l'histoire est faite des transformations dont le moteur est la lutte des classes. Au-delà des oppositions droitistes-gauchistes, bourgeois-prolétaires, Mao a entretenu l'opposition campagnes-Villes. Il était convaincu que la force d'une révolution se trouvait dans les campagnes. Une posture qui lui a permis de s'appuyer sur les masses paysannes dans le cadre de la révolution communiste, et l'a inspiré à se forger une posture anti-impérialiste accomplie. Dans ce cas, une vision globale présente le tiers-monde et donc l'Afrique comme la campagne face au monde occidental développé. Il fallait justement la rendre moins vulnérable dans l'optique de lui faire jouer son rôle dans cette opposition.

L'anti-impérialisme est le deuxième élément caractéristique de la pensée de Mao. Pour lui, il fallait contrer l'impérialisme à partir de la périphérie. L'attaquer à partir du centre n'était pas un choix juste. C'est tout le sens qu'il faut donner à la relation que la RPC s'attacha très tôt à entretenir alors avec le tiers-monde, et qui est restée d'actualité, dans le souci de la rendre moins dépendante de l'Occident impérialiste. Ceci explique le fait qu'elle prit sur elle d'aider l'Afrique en bâtissant des infrastructures et en octroyant des sommes d'argent.

Ainsi, l'état socio-économique de l'Afrique à l'aube des indépendances et l'anti-impérialisme chinois justifiaient l'affection par les autorités chinoises des diplomaties du Béton et du Chéquier aussi bien pendant l'alliance stratégique que durant le partenariat économique en cours. L'analyse fonctionnaliste et celle systémique sont adéquates pour mieux appréhender l'objet de cette étude. La première, menée par Malinowski, vise à saisir une réalité par rapport à son utilité, par rapport à son rôle. Elle permet alors d'apprécier l'impact des diplomaties du Béton et du Chéquier chinoises dans une Afrique à construire. Par ailleurs, l'analyse systémique développée par Norbert Wiener postule qu'il n'y a d'intelligence possible du monde qu'à condition de saisir les relations que tissent entre elles les différentes parties des ensembles organisés. Justement, cette facette de l'art diplomatique chinois dont il est question ici, est un moyen de comprendre la qualité de la relation entre la Chine et l'Afrique.

II- D'une alliance stratégique arrosée par des battisses et des liquidités

Après la mise en place progressive des bases de l'alliance stratégique anti-impérialiste entre la Chine et l'Afrique, celle-ci va se mouvoir jusqu'en 1978. Il s'est agi en fait d'une période à prédominance idéologique, compte tenu du contexte ambiant irrigué par les postures anti-impérialistes et anti révisionnistes de l'Empire du Milieu vis-à-vis du bloc occidental et du bloc oriental respectivement. Dans leur percée, les communistes rouges lancent les projets infrastructurels importants et octroient des sommes d'argent sous forme d'aide ou de prêts.

1- Les infrastructures socio-économiques

Le volet infrastructurel a très tôt retenu l'attention des autorités de Pékin dans la matérialisation de la relation avec le continent noir.

a- Le TANZAM, le fleuron des infrastructures de transport

Le chemin de fer TANZAM, reliant la Tanzanie à la Zambie est certainement l'œuvre gigantesque réalisée par la Chine pendant l'alliance stratégique. Cette infrastructure est le témoignage de l'amitié, de la fraternité d'un pauvre à un autre. Selon Hall et Peyman (Richard Hall and Hugh Peyman, 1976 :10) plus encore, c'est le symbole suprême de l'engagement chinois en Afrique. Pour un coût total de 400 millions de dollars et long de 1800 km, le TANZAM permet le désenclavement d'une bonne partie de l'Afrique orientale. Etant né dans un contexte précis, il faut reconnaître que l'objectif de ce chemin de fer n'était pas voilé : combattre le communisme soviétique en rivalisant avec le barrage d'Assouan construit en Egypte par Moscou, et se démarquer des occidentaux qui avaient refusés d'entreprendre ces travaux.

b- La construction de la SONATAM et de la TAMALI

La Société Nationale de Tabac et Allumettes du Mali (SONATAM) est l'un des premiers fruits de la coopération sino-malienne. L'entreprise qui est ouverte en 1965 est en fait construite grâce à un apport de la Chine Populaire. Une présence dans le chantier qui a été aussi bien humaine que financière, avec en ligne de mire, accompagner le développement du nouvel Etat (Diawara Assana,

2013,58). De même, la RPC a participé à la mise en place des Tanneries du Mali (TAMALI), ouverte en 1970.

c- Le canal Medjerda-Cap Bon ou canal de l'amitié Tuniso-chinoise

Le canal Medjerda-Cap Bon est une infrastructure hydraulique d'envergure, symbolisant l'amitié entre la Chine et la Tunisie. C'est dans la deuxième moitié des années 1970 que la construction de l'infrastructure est décidée par les deux parties. Il s'agit en fait d'un canal long de 120 km, reliant la Medjerda, au niveau du barrage d'El Aroussia et le village de Belly. La Medjerda est le plus long cours d'eau pérenne de Tunisie et donc, une ressource importante. Il s'avérait nécessaire de puiser dans ses eaux pour satisfaire les besoins du pays, notamment l'irrigation des terres. Le canal de Medjerda alimente en eau potable les régions de Tunis, du Cap Bon, du Sahel et de Sfax, qui sont les principales aires de peuplement du pays. L'infrastructure qui est gérée par la Société d'Exploitation du Canal et des Adductions des Eaux du Nord (SECADENORD), devrait augmenter ses capacités pour 2017.

d- La construction des Palais du Peuple et des centres culturels

En ce qui concerne les Palais du Peuple, nous pouvons citer le début des travaux de construction du Palais du Peuple de Moroni à la fin des années 1970, bien qu'il soit inauguré en 1985. La bâtisse est totalement financée par la Chine Populaire à hauteur de 1,7 milliards de francs comoriens. Après une vaste activité diplomatique sino-comorienne sous le règne d'Ali Soilihi, les travaux avaient été confiés aux chinois à cause du manque de techniciens comoriens appropriés pour l'usage (Alain Deschamps, 2005, 34). En outre, le Palais du Peuple de Kinshasa, qui abrite aujourd'hui les sièges de l'Assemblée Nationale et le Sénat de la République Démocratique du Congo, est un fruit de l'alliance stratégique, à prédominance idéologique entre la Chine et le continent noir. L'ouvrage est construit de 1975 à 1979 par la Chine, commandé par Mobutu Sese Seko, à la suite d'une visite en Chine en 1973. Considéré comme un don du gouvernement chinois, le bâtiment a coûté 42300000 dollars US.

2- Les aides financières et prêts aux quatre coins du continent : la diplomatie du chéquier

A travers des dons et des prêts concessionnels, la RPC vient en aide au continent africain, parfois au prix de sacrifices compte tenu bien sûr de la situation économique interne de la Chine. C'est ce que précise en fait le « monsieur Afrique », le Vice-ministre chinois des affaires étrangères en 1982, interviewé par le journal *Jeune Afrique* :

Nous n'avons jamais publié de chiffres précis sur l'aide économique à l'Afrique, mais la Chine a déjà versé au total, à chaque pays africain, l'équivalent de 200 millions de yuan (environ 400 millions de FF). Ce qui, pour un pays pauvre comme le nôtre, est considérable. Nous serons notre ceinture pour aider les autres. Notre but est d'aider l'Afrique à devenir autosuffisant (Colin Legum, *Jeune Afrique* n° 1143, 1982, p.31)

Presque toutes les parties du berceau de l'humanité ressentent par conséquent cette activité et sont arrosées par les fonds chinois de 1960 à 1978.

- Le 20 Mai 1964, un prêt de dix ans sans intérêt est accordé au Kenya. Par la suite, un don de 05 millions de dollars est accordé à Nairobi (Françoise Mossu, 1964, 987);
- Le 16 Juin 1964, un prêt est accordé au Tanganyika, dans l'optique de parfaire son unification avec Zanzibar (Mossu, 1964 :988) ;
- Le mois suivant, le 16 Juillet, un accord signé accorde au Ghana un prêt de 08 millions de livre sterling remboursable en dix ans à partir de 1974 (Mossu, 1964 : 987) ;
- Le 15 Janvier 1965, un prêt d'un milliard de FCFA de la Chine à la République Centrafricaine est effectif. La moitié de cette somme étant destinée à l'équipement industriel (Mossu, 1964 :1050) ;
- Le 03 Mai 1965, un prêt sans intérêt de 60 millions de francs et un don à la hauteur de 15 millions sont accordés à l'Ouganda par la République Populaire de Chine (Mossu, 1964 :1073) ;

- Le 1^{er} Juillet 1965, l'Empire du Milieu fournit 250000 tonnes de maïs à l'Egypte ;
- Le 16 Juin 1966, la Chine accorde à la Tanzanie un prêt de 18 millions de francs, remboursables en dix ans, sans intérêt ; et un don de 14 millions de francs (Mossu, 1964 :950) ;
- Le 09 Mars 1967, Pékin offre une aide financière importante à la Zambie dont le montant n'est pas mentionné dans les documents consultés ;
- Le 19 Mars 1968, c'est au tour de la Mauritanie de bénéficier d'une enveloppe venant de la Chine Populaire (Mossu, 1964 :930);
- Le 27 Mai 1973, la Chine accorde à la Zambie une aide de 10 millions de dollars pour l'aider à résoudre les problèmes posés par la fermeture de la frontière entre la Zambie et la Rhodésie (Mossu, 1964 :1093);
- Le 12 Octobre 1973, le gouvernement chinois fait don à l'Egypte de 10 millions de dollars et de 100000 tonnes de blé ;
- Le 13 Octobre 1975, une délégation commerciale guinéenne conduite par M. Touré, ministre du commerce, se rend en Chine. Comme principale dividende, elle signe un protocole d'accord commercial pour 1976 (Laurent Klein et Brigitte Klein, 1975 :1024);
- Le 21 Décembre 1975, le Président de la République Démocratique de Sao Tomé et Príncipe, Pinto Da Costa, se rend en visite officielle en Chine. Entre autres retombées de ce déplacement, la signature d'un accord de commerce et de coopération économique et commercial (Klein et Klein, 1975 :1133);
- En 1976, la RPC accorde aux Comores un prêt de 20 millions de yuan destinés à deux projets à savoir l'adduction d'eau à Nyumakélé et la construction du palais du peuple ;
- Le 22 Mars 1976, l'Ethiopie signe des accords de coopération économique et technique ;
- Le 24 Avril 1976, le vice-président égyptien, arrivé au terme de sa visite en Chine et un protocole d'accords militaires entre les deux pays est signés (Klein et Klein, 1976 :1028);

- Le 20 Juillet 1976, c'est au tour du Benin de parapher un accord économique et technique avec l'Empire du Milieu (Klein et Klein, 1976 :1034);
- Le 21 Mars 1977, un accord commercial et un autre de crédit à moyen terme est signé entre la Chine et l'Égypte ;
- Le 10 Juin 1977, dans le cadre de sa coopération économique avec le Soudan, la RPC signe un autre accord englobant un volet technique important (Laurent Klein, 1977 :1103);
- Le 18 Septembre, c'est au tour de la Guinée Equatoriale de signer un accord de coopération économique et technique avec la Chine Populaire (Klein, 1977 :1110);

3- Dans le domaine de l'agriculture, l'industrie et l'assistance technique

Plusieurs accords sont signés entre la RPC et les pays africains. Dans un ordre chronologique, nous avons ce qui suit :

- Le 18 Août 1961, la Chine signe un traité d'amitié qu'accompagne un accord économique et technique avec le Ghana. L'accord économique dispose qu'un prêt sans intérêt soit accordé au Ghana (Jean-François Julliard, 1961 :1038). Il prévoit également que Pékin fournira une assistance technique sous forme d'envoi d'experts et techniciens, d'installations technique et de machines et assurera en Chine, la formation de techniciens ghanéens ;
- Le 22 Septembre de la même année, un protocole d'accords d'assistance technique est signé avec la Guinée Conakry (Julliard, 1961 :1044);
- Le 02 Septembre 1963, un accord est signé entre la RPC et le Mali dans le domaine de la Radio (Mossu, 1963 :1120);
- Le 20 Février 1964, le gouvernement chinois accorde une aide de 2500000 Fr à Zanzibar comportant des dons en matériel agricole, notamment des tracteurs (Mossu, 1964 :964);
- Le 10 Mai 1964, un accord de coopération économique et technique est signé entre la RPC et le Kenya ;
- Le 26 Septembre 1966, la Chine Populaire construit une usine de 25 millions de dinar dans l'Est algérien (Mossu, 1966 :963);

- Le 16 Novembre de la même année, un autre accord de coopération économique et technique est signé entre la RPC et la Guinée Conakry ;
- L'année d'après, c'est-à-dire le 24 Janvier 1967, un accord est signé avec le Congo Brazzaville, prévoyant l'envoi ici de techniciens chinois (Mossu, 1967 :924);
- Le 19 Mars 1968, des experts chinois, à la suite d'un accord, arrivent en Mauritanie dans le cadre d'une assistance technique (Mossu, 1968 :930);

L'alliance stratégique entre la Chine et le continent noir se déploie donc allégrement jusqu'en 1978. A travers l'Afrique, la Chine Communiste non seulement, apporte un soutien idéologique et matériel à l'opposition à la sujétion colonial-occidentale, elle s'attèle par ailleurs à la résorption des difficultés économiques et sociales du berceau de l'humanité grâce à ses diplomates du Béton et du Chéquier. Lesquelles restent en vigueur durant le partenariat économique.

III- A un partenariat économique pérennisant les diplomates du Béton et du Chéquier

L'année 1978 est une année pleine de sens et de signification dans la Politique Africaine de la Chine. Son caractère charnière tient du fait qu'elle symbolise en effet l'« avènement » du partenariat économique entre l'Empire du Milieu et le continent africain. Dans les années quatre-vingt de façon générale, le pragmatisme, porté par la nouvelle classe de dirigeants, l'emporte sur le discours officiel chinois jusque-là empreinte de dogmatisme maoïste. Avec l'Afrique, les autorités communistes mettent certes l'accent, dans le discours, sur le partenariat économique compte tenu de la nouvelle idéologie d'ouverture réaliste. Dans les faits, il n'y a rien de neuf dans le déploiement chinois sur le continent avec la perpétuation des politiques du Béton et du portefeuille.

1- La construction des infrastructures socio-économiques

Il est unanimement admis que l'un des problèmes constants en Afrique, depuis l'accession aux indépendances à nos jours, est le manque d'infrastructures socio-économiques. Ainsi, La RPC, consciente de cette importance, et en accord avec l'internationalisme prolétarien, ne change

pas son attention accordée à la construction des infrastructures à travers le continent noir. Plusieurs bâtisses voient le jour avec l'aide de l'Empire du Milieu.

a- Le palais des congrès de Yaoundé, 1982

Le palais des Congrès de Yaoundé fait partie des édifices les plus importants de la ville de Yaoundé. Construit grâce au soutien de la RPC, cette infrastructure dans la capitale camerounaise, est un fleuron de la relation entre les deux Etats. C'est en effet en 1978 que le chantier est lancé sous le financement de l'Empire du Milieu. Bâti par une main d'œuvre chinoise, le palais des congrès a nécessité 19000 tonnes de matériaux divers. Le bâtiment est inauguré le 12 mai 1982 et le 06 décembre, à la faveur d'un décret présidentiel, il devient palais des Congrès. Depuis lors, l'édifice est un haut lieu de l'histoire contemporaine du Cameroun. Il a abrité des rencontres importantes qu'elles soient politiques, économiques ou sociales. C'est le cas de la rencontre tripartite de 1991 ou encore du sommet de l'OUA de 1996. Le grand éventail de ses missions réglementaires lui en donne la possibilité. Depuis le 31 octobre 2002, le palais des Congrès est devenu un établissement public à caractère administratif placé sous la tutelle technique du Ministère des Arts et de la Culture et la tutelle financière du Ministère des finances. L'originalité de son architecture, les espaces verts qui l'entourent et son emplacement privilégié en font donc un lieu idéal pour l'organisation des manifestations nationales et internationales de grande envergure.

b- Le stade Seyni Kountché, 1989

Dans le domaine du sport, le stade Général Seyni Kountché de Niamey est un ouvrage de référence au Niger. Ce stade a été livré en 1989 par la RPC après plusieurs années de travaux. Il s'agissait en effet, dans l'élan de la coopération sino-nigérienne, de promouvoir les activités sportives et culturelles au Niger, et aussi, pour favoriser les échanges entre les jeunes nigériens et ceux des autres continents. Avec une capacité de 35000 places, l'infrastructure a permis au Niger d'organiser des compétitions internationales telles que les jeux de la Francophonie, les phases finales du tournoi de l'UEMOA (Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine), la coupe d'Afrique des Nations des moins de 17 ans et bien d'autres événements sportifs. Par ailleurs, plus de 50

techniciens chinois et des techniciens nigériens formés en Chine, se sont, depuis la construction, occupés de la maintenance du stade qu'utilisent les clubs de football suivants : le Sahel SC, l'Olympique de Niamey, le Zumunta AC et la Jeunesse Sportive du Ténééré.

c- Le barrage de Lagdo au Cameroun

Les barrages hydroélectriques dans le contexte socio-économique africain en général et en Afrique subsaharienne en particulier demeurent des éléments essentiels pour l'amélioration des conditions de vie des populations et dans la consolidation de l'activité économique. Et le défaut de barrages est préjudiciable pour l'activité économique des Etats en pleine construction. Selon une étude menée par la Banque Mondiale, le Forum Economique Mondial et la Banque Africaine de Développement et dont les résultats sont repris par Jian-ye Wang, les entreprises africaines accusent des pertes allant jusqu'à 8% à cause des coupures d'électricité (Jian-ye Wang, 2007 :20). Un barrage est donc une infrastructure qui structure le milieu de vie et améliore la qualité de vie. Dejoux rappelait dans ce sens que, « Les barrages et les systèmes d'irrigation qui leur sont associés vont permettre un développement agricole dans les régions très défavorisées et il sera possible de créer la vie où il n'y avait que désert ou bien de fabriquer l'électricité essentielle à l'économie » (Dejoux, 1988 :213). Les vertus d'un barrage ainsi soulignées renseignent à suffisance sur son importance. La RPC a contribué à la construction de nombreux barrages sur le continent africain. Le barrage de Lagdo est l'un d'eux, construit à l'orée du partenariat entre la Chine Populaire et le Cameroun.

Les travaux de construction du barrage s'étendent de 1977 à 1982. Mais c'est depuis la fin de l'année 1972 que la Chine Populaire émet le vœu d'envoyer une mission d'étude en matière d'hydro-électricité pour examiner les possibilités de la réalisation par le gouvernement chinois d'une centrale hydro-électrique à Lagdo. Dans sa correspondance du 31 Octobre 1972 à Vincent Efon, ministre camerounais des Affaires Etrangères, Fang Yi, ministre chargé des relations économiques avec les pays étrangers de la RPC précisait qu'il était d'abord question pour son pays d'aider le Cameroun. Par la lettre n°27/L/CP/MINEP/PROG du 7 Janvier 1977, provenant du Ministère de l'Economie et du Plan, le projet est officiellement confié à l'Empire du Milieu. La réalisation de

L'ouvrage est confiée à la société chinoise *China International Water and Electric Corporation*, et elle mobilisa de nombreux ingénieurs et ouvriers chinois.

Photo 1: *les techniciens camerounais et chinois pendant la construction du barrage de Lagdo*



Source : Archives de l'Ambassade de Chine au Cameroun.

Construit sur le cours de la Bénoué, le barrage de Lagdo a pour principale vocation la production de l'énergie électrique. Par ailleurs, l'infrastructure devait améliorer la navigation sur une partie du fleuve, favoriser le développement agricole des régions avoisinantes, sans oublier que le barrage a développé l'activité halieutique de la région.

d- Le Port Autonome de Nouakchott

Le Port Autonome de Nouakchott (PAN) dit « Port de l'Amitié » est la principale infrastructure portuaire en Mauritanie. Le projet était au cœur du déplacement à Pékin du Chef de l'Etat mauritanien du 6 au 11 avril 1977, accompagné de son ministre des ressources hydrauliques. Les travaux de construction de cet ouvrage débutent à l'orée des années 1980, entièrement financés par la Chine. Ils étaient réalisés par la Société Nationale Chinoise des Travaux de Ports et Chaussées (SNCTPC). Pour les autorités chinoises, il était question, avec la réalisation du PAN, de permettre à la Mauritanie d'avoir une ouverture réelle sur l'Atlantique. D'une capacité d'accueil à sa construction de trois millions de tonnes, le PAN est un fleuron des relations sino-mauritaniennes, tel que l'a rappelée madame Li Bin, représentant le

président Xi Jinping à l'inauguration de l'extension du PAN en 2014. Elle soulignait alors que : « le port est le symbole de la réussite et de la profondeur des relations unissant la Chine et la Mauritanie et, par-delà, la Chine au monde arabe et à l'Afrique » (Wensi Jin, CCTV.com, 2014). Lesdits travaux d'extension, entièrement financés également par la Chine à hauteur de 220 millions de dollars, ont permis d'élargir la capacité d'accueil du port, passant de trois à six millions de tonnes.

e- Les palais des sports modernes

Les palais des sports sont également construits à travers le continent, pour améliorer l'offre infrastructurelle dans la pratique des disciplines sportives telles que le Handball, le Volleyball, le Basketball, le Judo, Nambudo, Boxe ou encore la Dance. Le palais des sports de Warda à Yaoundé en est une illustration.

Situé au quartier Warda et inauguré le 19 juin 2009, le Palais Polyvalent des Sports de Yaoundé (PAPOSY) s'impose dans la cité capitale comme un joyau architectural. En effet, fruit de la coopération Chine-Cameroun, le palais des sports a été réalisé par la *Shanxi Construction Engineering Corporation*. Le PAPOSY occupe une superficie de 12000 m², avec une capacité de 5263 places assises. Il a dépassé le cadre sportif pour se mettre au service de tous. Au-delà de l'effet esthétique de l'infrastructure en pleine capitale camerounaise, il faut surtout relever son impact socio-économique. De nombreux événements sont organisés par mois, par an, avec des entrées payantes. Ce palais polyvalent des sports est par conséquent une infrastructure qui participe à l'épanouissement, aux loisirs des habitants de la ville.

f- De nombreux autres aménagements

Nous voulons faire mention ici des routes, canaux d'écoulement des eaux, aéroports et hôtels construits sur le continent avec l'appui de la RPC. C'est le cas du deuxième pont du Niger, financé par la Chine.

Photo2: *Une vue du deuxième pont sur le fleuve Niger le jour de son inauguration.*



Source : Ambassade de la RPC en République de Guinée,
« inauguration du deuxième pont de Niamey baptisé Pont de l'Amitié
Chine-Niger », Mars 2011.

Le pont de l'amitié sino-nigérienne est le deuxième pont sur le fleuve Niger à Niamey. D'un coût global de 25 milliards de FCFA, l'ouvrage est considéré par le Vice-ministre chinois du Commerce Huang Hai, à l'inauguration dudit pont le 18 Mars 2011, comme « l'un des plus grands projets que la Chine a réalisés au cours des soixante dernières années dans la sous-région ». Il a une longueur de 2,25 km et une largeur de 23 m, avec quatre voies larges dont deux voies aller, deux voies retour. L'ouvrage fluidifie les échanges avec le Burkina Faso d'une part, et a considérablement désengorgé le premier pont d'autre part.

2- L'octroi des aides et prêts financiers

Comme pendant l'alliance stratégique, la Chine continue d'accorder des enveloppes garnies aux pays africains. On peut ainsi relever les exemples suivants :

- Le 15 Septembre 1980, le Président kenyan Arap Moi se rend en visite à Pékin. Il obtient l'octroi d'un prêt de 48 millions de dollars sans intérêt et remboursable en dix ans (Agnès Saal, 1980 :1020);
- Le 14 Mai 1980, lors d'une visite à Pékin, le Premier Ministre du Zimbabwe, Monsieur Robert Mugabe obtient un accord commercial avec la Chine, avec un point d'honneur sur le fait

- que les deux pays s'accordent la clause de la Nation la Plus Défavorisée (Saal, 1980 :1000) ;
- Le 02 Juin 1981, on enregistre la signature à Kinshasa d'un accord portant sur l'octroi par Pékin d'un crédit d'assistance militaire de 24 millions de francs (Saal, 1982 :1131);
 - Le 03 Avril 1983, pendant sa visite en Chine, le Président Moubarak signe un accord scientifique et technique ainsi qu'un protocole commercial dont les montants n'ont pas été indiqués (Saal, 1982 :942);
 - En 1996, la Chine ouvrait une ligne de crédit d'un montant d'un milliard de dollar pour le financement des projets structurants ;
 - En 1998, une ligne de crédit Eximbank de 100 millions de yuan, soit 7 milliards de FCFA est accordé au Cameroun pour financer ici deux joint-ventures à savoir la *Hualong Trador Factory*, une usine spécialisée dans le montage en série des motoculteurs à Kribi et une usine de rechapage des pneus à Yaoundé (Fabrice Onana Ntsa, 2014 :80).

Conclusion : des diplomaties parfois au prix des sacrifices coté chinois

De façon générale, les communistes chinois ont ainsi mis la main dans la poche dans l'optique de soutenir l'Afrique indépendante et de la rendre moins vulnérable à l'influence occidentale dont elle venait, ne serait-ce qu'officiellement, de se débarrasser. C'est tout l'intérêt de cette étude qui suggère une piste d'évaluation et d'appréciation de la présence chinoise en Afrique. Laquelle présence a su apporter depuis lors des réponses concrètes aux malaises socio-économiques des masses africaines. C'est une pratique diplomatique particulièrement solidaire à exemplifier d'ailleurs ce d'autant plus que les diplomaties du Béton et du portefeuille nécessitaient de nombreux efforts de la part de la RPC compte tenu de sa situation interne pendant l'alliance stratégique. Ce qui l'a parfois conduit à s'endetter sans oublier qu'elle se faisait assister elle-même. Nous pouvons ainsi relever quelques faits pour l'illustrer :

- En 1960, les autorités chinoises contractent une dette envers l'URSS dont le montant n'est pas précisé (Mossu, 1964 :984);

- En Février 1980, la Chine émettait un emprunt de 300 millions de dollars sur le marché international (Saal, 1980 :987) ;
- En Septembre 1980, le Japon octroi à la RPC un crédit de 227 millions de dollars (Saal, 1980 :988) ;
- Le 15 Juin 1983, le Japon octroi aux communistes un crédit de 281,6 millions de dollars pour la construction d'un port et des voies ferrées, remboursable en 30 ans (Saal, 1983 :949) ;

Il faut enfin souligner que ces politiques ne seront pas uniquement dirigées vers l'Afrique. Les communistes chinois les implémenteront également en Asie, surtout dans les pays comme le Pakistan, l'Indonésie et le Yémen.

Bibliographie indicative.

1- Ouvrages

Ambassade de Chine au Cameroun, (2011), *40^{ème} anniversaire des relations sino-camerounaises*, document produit pour la commémoration des 40 ans du partenariat Chine-Cameroun.

Fairbank John king et Goldman Merle, (2010), *Histoire de la Chine. Des origines à nos jours*, Paris, Ed. Tallandier.

Richer Philippe, (2013), *L'Afrique des Chinois*, Paris, Karthala.

Wilmots André (2001), *Gestion Politique et centres du pouvoir en République Populaire de Chine*, Paris, L' Harmattan.

2- Mémoires et thèse

Mbuh Achu, Cornelius, (2006), *the dynamics of Sino Cameroon relations, 1982-2005*, mémoire de maitrise en Histoire, Université de Yaoundé I.

Onana Ntsa Fabrice, (2014), *La présence économique et commerciale chinoise dans l'espace urbain et périurbain au Cameroun de 1991 à 2011. Le cas de Yaoundé et Mbalmayo*, Mémoire de Master en Histoire, Université de Yaoundé I.

Onana Ntsa Fabrice, (2020), *La Politique Africaine de la Chine de 1957 à 2012 ou la permanence d'un projet anti impérialiste*, thèse de doctorat Ph.D. en Histoire, Université de Yaoundé I.

3- La Chine au présent

Diawara Assana, (2013) « La Chine et le Mali : une longue histoire d'amitié », in *La Chine au présent*, 51^{ème} année, n°12, p.58

Jianmin Wu, (2014), « les relations sino-françaises : 50 ans, et toujours pleines de vigueur ! », in *La Chine au Présent*, n° 1, p.10

Obasanjo Olusegun, (2013), « Le rêve chinois : que signifie-t-il pour l'Afrique », extrait de son allocution prononcée par lors du Dialogue 2013 « Compréhension et coopération », in *La Chine au présent*, 51^{ème} année, n°10, p.36

Rucui Lu, (2014), « Un demi-siècle d'amitié entre la Chine et la France », in *La Chine au présent*, 52^{ème} année, n°1, p.4

Shubiao Tang, (2013), « Le monde doit avoir confiance en la Chine », in *La Chine au présent*, 51^{ème} année, n°11, p.4

Vandergucht Bruno, (2013), « Les étrangers en Chine : l'appât du gain ou l'attrait de l'Orient ? », in *La Chine au présent*, 51^{ème} année, n°10, pp.46-49

4- Annuaire français de droit international du volume 6 (1960) au volume 48 (2002).